



## CHAPITRE 54

Loi concernant la vente et la distribution du gaz et la Régie provinciale de l'électricité

[Sanctionnée le 21 février 1957]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Interprétation:

"gaz";

"entreprise";

"distributeur";

"régie".

Jurisdiction.

Prix.

**1.** Dans les articles suivants, les termes ci-après signifient respectivement

*a*) "gaz": le gaz naturel ou le gaz manufacturé;

*b*) "entreprise": une entreprise de vente ou de distribution de gaz dans la province;

*c*) "distributeur": toute personne, société ou corporation qui exploite une telle entreprise comme propriétaire, locataire, fidéicommissaire, liquidateur ou syndic;

*d*) "régie": la Régie provinciale de l'électricité instituée en vertu de la Loi de la régie provinciale de l'électricité (Statuts refondus, 1941, chapitre 16A, édicté par l'article 6 de la loi 9 George VI, chapitre 21).

**2.** Toutes entreprises de gaz sont soumises à la surveillance et au contrôle de la régie, conformément aux dispositions qui suivent.

**3.** Aucun distributeur ne peut exiger, pour le gaz qu'il vend ou distribue, un prix ou des taux plus élevés qu'il n'est nécessaire pour lui permettre de rencontrer les dépenses de l'entreprise et lui assurer un rendement raisonnable sur la juste valeur de ses investissements dans l'entreprise, ces prix ou taux ne devant en aucun cas excéder ceux autorisés ou décrétés par la régie.

## CHAPTER 54

An Act respecting the sale and distribution of gas and the Provincial Electricity Board

[Assented to, the 21st of February, 1957]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** In the following sections, the terms hereinafter shall designate respectively

*a.* "gas": natural gas or manufactured gas;

*b.* "undertaking": an undertaking for sale or distribution of gas in the Province;

*c.* "distributor": any person, firm or corporation carrying on such an enterprise as owner, lessee, trustee, liquidator or assignee;

*d.* "Board": the Provincial Electricity Board constituted under the Provincial Electricity Board Act (Revised Statutes, 1941, chapter 16A, enacted by section 6 of the act 9 George VI, chapter 21).

**2.** All gas undertakings shall be subject to the supervision and control of the Board, in accordance with the following provisions.

**3.** No distributor may exact, for the gas sold or distributed by him, a price or rates higher than those necessary to enable him to meet the expenses of the undertaking and to assure him a reasonable return on his investments in the undertaking, such price or rates not to exceed in any case those authorized or prescribed by the Board.

Juste valeur.

4. Dans le cas d'un distributeur ayant acquis, pour fin d'établissement de son entreprise, le système de distribution de gaz manufacturé et autres actifs de la Commission hydroélectrique de Québec, avec l'organisation de transport par bateaux et celle de fabrication de gaz manufacturé servant à alimenter ce système de distribution, le prix effectivement payé pour ces biens est réputé en être la juste valeur et faire partie des investissements mentionnés à l'article 3, de même que les frais de transformation dudit système en un système de distribution de gaz naturel, y compris les appareils et installations posés sur la propriété des clients.

Idem.

Quant aux autres biens engagés dans l'entreprise, la juste valeur en est estimée sur la base du coût de leur remplacement moins la dépréciation.

Rendement raisonnable.

5. Un rendement raisonnable au sens de la présente loi doit être suffisant pour que le distributeur puisse rencontrer les dépenses nécessaires à la stabilité et au développement normal de l'entreprise, afin de lui permettre de répondre aux besoins des consommateurs.

Inventaire.

6. La régie, tout régisseur désigné par le président ou, en cas d'incapacité de celui-ci, par le vice-président, et toute personne spécialement autorisée par la régie peuvent inventorier tous les biens des distributeurs et faire des enquêtes sur la structure financière, les livres et méthodes de comptabilité, les taux, les recettes, les profits, les salaires et en général toutes les opérations des distributeurs.

Dispositions applicables.

7. Les articles 6, 9, 10, 11, 12, 13, 16 et 18 de la Loi des commissions d'enquête (chapitre 9) s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux enquêtes tenues en vertu de la présente loi. Dans le cas où ces enquêtes sont tenues par une personne autre qu'un régisseur, elle est tenue de prêter le serment prévu par l'article 3 de la même loi.

Pouvoirs de l'enquêteur.

8. Un enquêteur agissant en vertu de la présente loi peut, tous les jours non fériés, entre huit heures du matin et six heures du soir,

Fair value.

4. In the case of a distributor having acquired, for the purpose of establishing his undertaking, the Quebec Hydro-Electric Commission's distribution system of manufactured gas and other assets, with the ship-borne transport organization and that for the production of manufactured gas use to supply such distribution system, the price actually paid for such property shall be deemed to be the fair value thereof and shall form part of the investments mentioned in section 3, as well as the conversion cost of the said system into a natural gas distribution system, including the appliances and installations placed on the property of customers.

Idem.

As to the other property engaged in the undertaking, the fair value thereof shall be estimated on the basis of its replacement cost less depreciation.

Reasonable return.

5. A reasonable return within the meaning of this act must be sufficient to enable the distributor to meet the expenses requisite for the stability and normal development of the undertaking, so as to allow him to meet the needs of the consumers.

Inventory.

6. The Board, any controller designated by the president or if the latter is unable to act, by the vice-president, and any person specially authorized by the Board may make an inventory of all the property of the distributors and carry out investigations as to the financial structure, books and methods of accounting, rates, receipts, profits, salaries and in general all the operations of the distributors.

Provisions to apply.

7. Sections 6, 9, 10, 11, 12, 13, 16 and 18 of the Public Inquiry Commission Act (chapter 9) shall apply, *mutatis mutandis*, to investigations held under this act. In the case where such investigations are conducted by a person other than a controller, such person shall take the oath provided in section 3 of the aforesaid act.

Powers of controller.

8. A controller acting in virtue of this act may, on any day not a holiday, between eight o'clock in the morning and six o'clock in the evening:

a) accéder à tout terrain, usine, construction ou matériel quelconque d'un distributeur, en faire un examen complet et prendre connaissance des livres, plans, devis, dessins et documents quelconques qu'il croit utile de consulter;

b) examiner, inventorier et évaluer, sujet à revision par la régie, les biens de tout distributeur.

Approba-  
tion de  
taux.

**9.** La régie peut, sur requête d'un distributeur, fixer ou approuver des prix ou des taux pour la vente et la distribution du gaz.

Idem.

Elle peut aussi, de son propre chef ou à la demande de toute partie intéressée, après enquête et après avoir donné au distributeur l'opportunité de se faire entendre, fixer ou modifier de tels prix ou taux.

Hausse  
de prix  
prohibée.

**10.** Aucun consommateur n'est tenu de payer, pour du gaz, un prix ou des taux plus élevés que ceux fixés par la régie. Sous peine de dommages, aucun distributeur ne peut discontinuer ou suspendre le service au consommateur pour la raison qu'il refuse de payer un prix ou des taux plus élevés que ceux fixés par la régie.

Décision  
finale.

**11.** La régie décide en dernier ressort de toute matière relevant de sa compétence en vertu de la présente loi.

Dépenses,  
etc.

Elle adjuge à sa discrétion sur les dépenses et les frais relatifs aux matières de son ressort et l'exécution de ses décisions.

Revision  
de déci-  
sions, etc.

**12.** La régie peut en tout temps, de son chef ou à la demande d'une partie intéressée, reviser, modifier ou annuler ses décisions et ordonnances.

Autori-  
sation.

**13.** Un distributeur doit obtenir l'autorisation préalable de la régie pour cesser ou interrompre ses opérations ou pour céder, aliéner ou fusionner son entreprise.

Idem.

Toute émission et toute mise en circulation, dans la province, par un distributeur ou pour son compte, d'actions, obligations, *debentures*, actions-obligations et autres valeurs mobilières au sens de la Loi des valeurs mobilières, et se rapportant à l'entreprise du distributeur, doivent être autorisées par la régie.

a. have access to any land, plant, construction or material whatsoever of a distributor, make a full examination thereof and take cognizance of any books, plans, specifications, drawings and documents whatsoever that he deems useful to consult;

b. examine, make an inventory and valuate, subject to revision by the Board, the property of any distributor.

**9.** The Board may, at the request of a distributor, fix or approve prices or rates for the sale and distribution of gas. Approval  
of rates.

It may also, of its own motion or on the application of any interested party, after an investigation and after having given the distributor the opportunity to be heard, fix or change such prices or rates. Idem.

**10.** No consumer shall be bound to pay, for gas, a price or rates higher than those fixed by the Board. Under penalty of damages, no distributor may discontinue or suspend the service to the consumer because of his refusal to pay a price or rates higher than those fixed by the Board. Increase  
of price  
pro-  
hibited.

**11.** The Board shall decide in last resort of any matter within its jurisdiction under this act. Final  
decision.

It shall adjudicate at its discretion upon the expenses and costs respecting matters within its jurisdiction and the enforcement of its decisions. Expenses,  
etc.

**12.** The Board may at any time, of its own motion or on the application of any interested party, revise, amend or repeal its decisions or orders. Revision  
of deci-  
sions, etc.

**13.** A distributor must obtain the prior authorization of the Board to cease or interrupt its operations or to assign, alienate or amalgamate his undertaking. Author-  
ization.

Every issue and every putting into circulation, in this Province, by or on behalf of a distributor, of stock, bonds, debentures, debenture-stock or other securities within the meaning of the Securities Act, and related to the undertaking of the distributor, must be authorized by the Board. Idem.

Rapport  
annuel.

**14.** Chaque année, à l'époque fixée par la régie, tout distributeur doit lui transmettre un rapport attesté sous serment contenant

a) son nom, sa raison sociale ou sa désignation corporative;

b) dans le cas d'une corporation, son capital social, les diverses émissions de titres faites depuis l'établissement de l'entreprise ou depuis le dernier rapport, et les noms des directeurs;

c) son actif, son passif, ses dépenses et ses revenus de l'année en question dans le rapport;

d) les prix et taux exigés dans le cours de ladite année;

e) tous autres renseignements que peut exiger la régie.

Peine  
pour in-  
fraction.

**15.** Tout distributeur qui commet une infraction à quelque disposition de la présente loi ou à une ordonnance de la régie est passible, en outre des frais, d'une amende d'au moins mille dollars et d'au plus cinq mille dollars pour la première infraction et d'au moins cinq mille dollars et d'au plus vingt-cinq mille dollars pour toute infraction subséquente.

Pour-  
suites  
som-  
maires.

Les peines prévues au présent article sont imposées sur poursuite sommaire, suivant la Loi des convictions sommaires de Québec (chapitre 29).

Change-  
ment de  
juridic-  
tion.

**16.** Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente et notamment toute disposition de la Loi des services publics, les entreprises de gaz cessent à tous égards d'être sous la juridiction de la Régie des services publics et sont soumises à celle de la Régie provinciale de l'électricité, suivant les dispositions de la présente loi.

Dépenses.

**17.** Les dépenses occasionnées à la régie par l'exécution de la présente loi sont payées à même le fonds consolidé du revenu.

Tarifs  
d'hono-  
raires,  
etc.

**18.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des tarifs d'honoraires et de droits payables à la régie sur les matières qui lui sont soumises et les procédures faites devant elle en vertu de la présente loi.

**14.** Every distributor shall, each year, at the date fixed by the Board, transmit to the latter a sworn report, setting forth:

Annual  
report.

a. the name, firm name or corporate name of such distributor;

b. in the case of a corporation, its capital stock, the various issues of securities made since the establishment of the undertaking or since the last report, and the names of the directors;

c. its assets, liabilities, expenses and revenues for the year concerned in the report;

d. the prices and rates charged during the said year;

e. any other information which the Board may demand.

**15.** Every distributor infringing any provision of this act or of an order of the Board shall, in addition to the costs, be liable to a fine of not less than one thousand dollars nor more than five thousand dollars for the first offence and of not less than five thousand dollars nor more than twenty-five thousand dollars for every subsequent offence.

Penalty  
for in-  
fringe-  
ment.

The penalties contemplated in this section shall be imposed upon summary proceeding, in accordance with the Quebec Summary Convictions Act (chapter 29).

Summary  
proceed-  
ings.

**16.** Notwithstanding any legislative provision inconsistent with this act and particularly any provision of the Public Service Act, gas undertakings shall cease in all respects to be under the jurisdiction of the Public Service Board and shall be subject to that of the Provincial Electricity Board in accordance with the provisions of this act.

Change  
of juris-  
diction.

**17.** The expenses incurred by the Board for the carrying out of this act shall be paid out of the consolidated revenue fund.

Expenses.

**18.** The Lieutenant-Governor in Council may adopt tariffs of fees and duties payable to the Board upon the matters submitted to it and the proceedings had before it under this act.

Tariffs of  
fees, etc.

Fonds  
consolidé.

Dès qu'ils sont perçus, ces honoraires et ces droits sont transmis au ministre des finances de la province pour être versés au fonds consolidé du revenu.

Such fees and duties, as soon as collected, shall be transmitted to the Minister of Finance of the Province to be paid into the consolidated revenue fund.

Entrée en  
vigueur.

**19.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

**19.** This act shall come into force on the day of its sanction.